



DEMOCRACY
COALITION
PROJECT

Tableau de bord de la soixante-troisième Assemblée générale des Nations unies :

Les buts atteints marquent le 60^{ème} anniversaire de la DUDH

Le Democracy Coalition Project (DCP) a entrepris l'analyse indépendante suivante sur les positions prises par les gouvernements sur des résolutions clés liées aux droits de l'homme et examinées lors de la 63^{ème} Assemblée générale des Nations unies (AGNU), qui se tint à l'occasion du 60^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'analyse fut menée dans le but d'évaluer de quelle façon les états membres maintiennent leurs engagements envers la promotion et la protection des droits de l'homme selon la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civiques et politiques (ICCPR).

Le DCP a sélectionné un ensemble d'indicateurs provenant de décisions prises lors de la séance plénière de la 63^{ème} AGNU et a suivi l'évolution des positions des gouvernements les concernant. Ces décisions consistent en des résolutions clés, thématiques ou spécifiques à des pays, identifiées par le DCP comme indicateurs clés de l'engagement d'un gouvernement envers la promotion et la protection des droits de l'homme. Le DCP n'a pas suivi pas les positions des gouvernements sur toutes les décisions considérées par l'Assemblée générale du fait que la majorité des résolutions furent adoptées par consensus et que, sur certaines résolutions, le DCP ne prit aucune position. Dans notre analyse, nous discutons ce que nous considérons être les débats les plus significatifs qui se déroulèrent lors de la 63^{ème} AGNU, particulièrement s'ils sont liés à la promotion des droits civiques et politiques.

Afin d'établir les votes des gouvernements sur ces questions, le DCP a consulté les archives publiques. Sur la base de ces informations, chaque pays fut évalué par rapport à une position « préférée », qui était considérée comme la meilleure option pour la protection et promotion des droits de l'homme. Les positions prises par les gouvernements furent alors comparées aux précédentes positions prises lors des 62^{ème} et 61^{ème} sessions qui se tinrent respectivement en 2007 and 2006, et qui furent marquées par un ↑ ou ↓ si la position du gouvernement changea en 2008¹. Une flèche en direction du haut fut attribuée aux pays dont les positions lors de la 63^{ème} séance se rapprochèrent d'une position préférée par rapport aux années précédentes. De même, une flèche en direction du bas fut attribuée aux pays dont les

¹ Toutes les positions des gouvernements en 2008 furent comparées aux positions sur les résolutions portant sur les mêmes sujets en 2007, à l'exception de la résolution sur les « exécutions extrajudiciaires, sommaires, et arbitraires » qui fut comparée à la dernière résolution sur le sujet en 2006.

positions lors de la 63^{ème} séance s'éloignèrent de la position préférée par rapport aux années précédentes².

RÉSOLUTIONS THÉMATIQUES

Moratoire sur l'application de la peine de mort

Pour la deuxième année de suite, l'Assemblée générale passa une résolution appelant à un *Moratoire sur l'application de la peine de mort*.³ La résolution, introduite par le Chili et sponsorisée par une coalition interrégionale de 89 pays, réaffirma la résolution de l'année dernière ; se félicita des décisions prises par un nombre croissant d'états visant à appliquer un moratoire sur les exécutions et la tendance globale vers l'abolition de la peine de mort ; accueillit avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de la résolution et de ses recommandations, et lui demanda de fournir un rapport sur les progrès lors de la 65^{ème} session. Malgré une augmentation du soutien depuis l'année précédente, de nombreux gouvernements continuèrent à s'opposer à la résolution. La résolution fut adoptée à l'Assemblée générale par 106 votes pour et 46 votes contre, avec 34 abstentions.⁴

Moratoire sur l'usage de la peine de mort							
Groupes régionaux	Membres	Oui	Non	S'abstint	Absent	Nb↑	Nb↓
Afrique	53	20	9	19	5	5	1
Asie	54	18	24	11	1	4	1
Europe de l'Est	23	22	0	1	0	0	0
Amérique latine	33	18	12	3	0	2	1
Europe de l'Ouest et autres	29	28	1	0	0	0	0
Totaux	192	106	46	34	6	11	3

Groupes interrégionaux	Membres	Oui	Non	S'abstint	Absent	Nb↑	Nb↓
Organisation de la Conférence islamique	56	17	21	16	2	8	1
Mouvement des non-alignés	117	39	41	32	5	11	2
Union européenne	27	27	0	0	0	0	0
Communauté des démocraties	125	84	22	17	2	5	2

Le soutien interrégional pour la résolution est largement provenu de l'Union européenne (UE), de l'Europe de l'Est, et des états d'Amérique latine. Vingt pays africains et dix-sept membres de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) votèrent également pour la résolution malgré l'opposition déclarée de l'OCI à la mesure. Certains états d'Asie et

² Le changement d'une position préférée de « non » en « absent », « s'abstient », ou « oui » ou le changement d'une position préférée de « oui » en « s'abstient », ou « non » fut marqué avec une ↓. Le changement d'une position de « s'abstient » or « absent » en une position préférée de « oui » ou « non » fut marqué par une ↑. Le changement d'une position de « s'abstient » ou « absent » s'éloignant d'une position préférée de « oui » ou « non » fut marqué avec une ↓.

³ Résolution A/RES/63/168

⁴ La résolution historique de 2007, « Moratoire sur l'usage de la peine de mort, » fut adoptée par un vote de 104 pour, 54 contre, et cinq abstentions.

d’Afrique, la vaste majorité des états des Caraïbes⁵, et les États-Unis continuèrent de s’opposer à l’initiative.⁶ De façon générale, il y a eu une réduction de l’opposition à cette résolution, avec l’Éthiopie et la Somalie votant en faveur, et la Mauritanie, le Bahreïn, la Jordanie, l’Oman, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, et le Suriname s’abstenant sur la résolution après que tous aient voté contre elle lors de la 62^{ème} AGNU. Le Guatemala et le Swaziland, par contre, changèrent leur position dans la direction opposée.⁷

Les opposants de la résolution argumentèrent qu’elle entravait le droit souverain des états à déterminer l’usage de la peine de mort, qui n’est pas interdite selon le droit international. L’Egypte, Singapour, la Barbade, et le Botswana présentèrent un total de sept amendements visant à affaiblir le texte. Tous furent rejetés par des votes lors de la troisième commission.

Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

La Suède et 59 co-sponsors introduisirent une résolution sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, réitérant l’obligation des états de mener des enquêtes complètes et impartiales sur tous les cas soupçonnés d’exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires afin d’identifier et de traduire en justice ceux qui en sont responsables tout en garantissant à chaque personne un procès juste et public par un tribunal compétent, indépendant, impartial et établi selon la loi.⁸ La résolution demanda également aux états dans lesquels la peine de mort n’a pas été abolie d’empêcher les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires en se conformant à leurs obligations. La résolution fut adoptée par un vote de 127 pour et 58 abstentions. Dix états de moins soutinrent l’initiative par rapport à 2006.⁹

Exécutions extrajudiciaires							
Groupes régionaux	Membres	Oui	Non	S’abstint	Absent	Nb↑	Nb↓
Afrique	53	26	0	24	3	3	11
Asie	54	25	0	26	3	4	2
Europe de l’Est	23	22	0	1	0	1	1
Amérique latine	33	28	0	4	1	0	3
Europe de l’Ouest et autres	29	26	0	3	0	0	1
Totaux	192	127	0	58	7	8	18

Groupes interrégionaux	Membres	Oui	Non	S’abstint	Absent	Nb↑	Nb↓
Organisation de la Conférence islamique	56	25	0	30	1	5	7
Mouvement des non-alignés	117	63	0	49	5	6	14
Union européenne	27	27	0	0	0	0	0
Communauté des démocraties	125	94	0	27	4	1	8

⁵ La République dominicaine et Haïti furent les seuls pays des Caraïbes à voter pour la résolution.

⁶ Les États-Unis furent le seul membre du groupe Europe de l’Ouest et autres (WEOG) à opposer cette résolution.

⁷ Le Guatemala vota pour la résolution lors de la 62^{ème} AGNU, mais s’abstint de voter lors de la 63^{ème} AGNU. Le Swaziland s’abstint de voter lors de la 62^{ème} AGNU, mais vota contre la résolution lors de la 63^{ème} AGNU.

⁸ Résolution A/RES/63/182

⁹ En 2006, la résolution sur les « exécutions extrajudiciaires, sommaires, et arbitraires » passa par un vote de 137 pour et 43 abstentions.

Au cours du débat sur cette résolution périodique, l'OCI proposa d'éliminer les références aux violations basées sur l'« orientation sexuelle », et d'insérer une référence aux « peuples sous occupation étrangère ». Les deux propositions furent rejetées lors de la troisième commission et de nouveau par l'Assemblée générale au complet,¹⁰ ce qui provoqua l'abstention de plus de la moitié des états membres de l'OCI pour ce qui fut de la résolution finale. Les États-Unis s'abstinrent également de voter sur la résolution déclarant, comme ils le firent en 2006, que le texte ne faisait pas de distinction entre le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire, et que les références à la Cour pénale internationale étaient « inexactes ».

Alors que la résolution passa cette année, elle perdit une partie du soutien dont elle jouissait la dernière fois que la question fut considérée lors de la 61^{ème} AGNU. Les états qui retirèrent leur soutien précédent et choisirent de s'abstenir incluent le Bénin, le Burkina Faso, la République centrafricaine, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Namibie, le Nigeria, la Sierra Leone, le Swaziland, la Zambie, le Zimbabwe, les Îles Salomon, le Tuvalu, la Russie, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinidad et Tobago, et la Turquie. Plusieurs états qui s'étaient abstenus précédemment au cours de la 61^{ème} AGNU démontrèrent des signes de soutien durant cette session, y compris la Somalie, les Maldives, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, et Singapour.

Lutter contre la diffamation des religions

L'OCI introduisit une résolution sur *combattre la diffamation des religions*, une initiative périodique qui se présente sous des formes variées depuis 1999. La résolution de 2008 note avec une inquiétude marquée l'intensification de la campagne générale de diffamation des religions et de l'incitation à la haine religieuse en général ; conseille vivement à tous les états d'« offrir... une protection adéquate contre les actes de haine, de discrimination, d'intimidation et de coercition résultant de diffamation des religions ou d'incitations à la haine religieuse en général » et de compléter leurs systèmes juridiques au moyen de stratégies intellectuelles et morales visant à lutter contre la haine et l'intolérance religieuses.¹¹ La résolution fut adoptée par 86 pour, 53 contre, et 42 abstentions, une marge de victoire plus basse de 42% par rapport à l'année 2007.¹²

Combattre la diffamation des religions							
Groupes régionaux	Membres	Oui	Non	S'abstint	Absent	Nb↑	Nb↓
Afrique	53	32	2	14	5	12	2
Asie	54	36	6	10	2	3	0
Europe de l'Est	23	3	17	1	2	0	0
Amérique latine	33	14	1	17	1	9	0
Europe de l'Ouest et autres	29	1	27	0	1	0	1
Totaux	192	86	53	42	11	24	3

¹⁰ Les opposants des amendements de l'OCI argumentèrent qu'une référence était déjà faite au « meurtre de personnes... affectées par une occupation étrangère » et que les meurtres pour cause d'orientation sexuelle demeurent un problème grave.

¹¹ Résolution A/RES/63/171

¹² En 2007, la résolution sur « Combattre la diffamation des religions » fut adoptée par un vote de 108 pour, 51 contre, et 25 abstentions.

Groupes interrégionaux	Membres	Oui	Non	S'abstint	Absent	Nb↑	Nb↓
Organisation de la Conférence islamique	56	51	0	2	3	4	2
Mouvement des non-alignés	117	77	3	31	6	21	2
Union européenne	27	0	27	0	0	0	0
Communauté des démocraties	125	32	53	34	6	17	1

Les défenseurs de la liberté d'expression et de la liberté de religion, ainsi que de nombreux états, firent part de leurs inquiétudes grandissantes selon lesquelles le langage du texte citant le besoin de combattre la « diffamation des religions » ne réussit pas à atteindre l'équilibre adéquat entre la protection contre l'incitation à la haine et la discrimination et la protection des droits de liberté d'expression et de liberté de religion, y compris le droit de changer sa religion. Répondant au débat international, le Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) organisa un séminaire d'experts en octobre 2008 pour clarifier les liens entre les Articles 19 et 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques traitant de la liberté d'expression et de l'interdiction de l'incitation à la haine, la discrimination, et la violence. Au cours du séminaire, les experts soulignèrent le besoin de faire évoluer la discussion de la « diffamation des religions » vers les concepts juridiques d'incitation à la haine et discrimination religieuses. Il est possible que les points de vue exprimés par les experts aient contribué à la réduction du soutien pour la résolution cette année, alors que plus de la moitié de l'Assemblée générale retira son soutien. Vingt-deux états de moins soutinrent la résolution par rapport à l'année précédente, ce qui a largement reflété que les états africains et d'Amérique latine ont choisi de s'abstenir.¹³ Le Cap-Vert, le Liberia, et Belize changèrent complètement leur position de soutien à la résolution en 2007 en un vote contre en 2008.

RÉSOLUTIONS SUR DES PAYS

Le soutien envers les résolutions sur des pays baissa légèrement par rapport à 2007 car un nombre plus élevé de gouvernements, particulièrement d'Afrique, d'Asie, et d'Amérique latine, optèrent de s'abstenir de voter sur les trois résolutions sur les pays concernant le Myanmar, la République populaire démocratique de Corée (RPDC), et l'Iran. Les opposants ardents aux résolutions sur les pays comprirent l'Algérie, l'Égypte, la Libye, et le Soudan pour la région Afrique ; la Chine, la RPDC, la Malaisie, le Myanmar, l'Oman, le Sri Lanka, la Syrie, l'Ouzbékistan, et le Vietnam pour la région Asie ; la Biélorussie et la Russie pour l'Europe de l'Est, et Cuba et le Venezuela pour l'Amérique latine. Un soutien continu pour les trois résolutions fut démontré par l'UE et les autres états du groupe régional occidental (WEOG), le Botswana, le Japon, les Îles Marshall, la Micronésie, Nauru, Palau, le Samoa, le Timor-Oriental, l'Argentine, le Chili, le Costa Rica, l'Honduras, le Mexique, Panama, le Pérou et les pays d'Europe de l'Est à l'exception de l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Russie, et la Serbie. Le Botswana changea sa position d'abstention sur toutes les résolutions sur les pays en 2007 et devint le seul pays africain à voter pour les trois résolutions en 2008. Le Sri Lanka durcit sa position en 2008 en votant contre les trois

¹³ Dans les groupes d'Afrique et d'Amérique latine, le Benin, le Botswana, la République centrafricaine, le Congo, Maurice, la Zambie, le Costa Rica, la République dominicaine, la Grenade, Sainte-Lucie, Trinidad et Tobago, et l'Uruguay retirèrent leur soutien envers la résolution cette année, s'abstenant de voter alors qu'ils avaient précédemment voté pour.

résolutions ; en 2007, il s'était abstenu de voter sur le Myanmar, avait voté pour la résolution sur la RPDC, et contre la résolution sur l'Iran.

Situation des droits de l'homme au Myanmar

Pour la dix-huitième année de suite, l'Assemblée générale adopta une résolution condamnant la situation des droits de l'homme au Myanmar.¹⁴ La résolution, introduite par la France au nom de l'UE, condamne vivement les violations systématiques continues des droits civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels au Myanmar, et appelle fortement le gouvernement à coopérer pleinement avec la mission de bons offices du Secrétaire général en ce qui concerne la responsabilité du gouvernement pour la libération des prisonniers politiques et le démarrage d'un dialogue de fond pour une transition démocratique. Elle appelle également le gouvernement à garantir un accès sûr et entier à tout lieu au Myanmar pour les Nations unies, les organisations humanitaires internationales et leurs partenaires, afin d'assurer que l'assistance humanitaire soit fournie à toutes les personnes en ayant besoin. La résolution fut adoptée par un vote de 80 pour et 25 contre, avec 45 abstentions, une marge de victoire treize pourcent plus basse par rapport à 2007.¹⁵

Myanmar							
Groupes régionaux	Membres	Oui	Non	S'abstint	Absent	Nb↑	Nb↓
Afrique	53	6	5	21	21	3	6
Asie	54	15	14	16	9	3	3
Europe de l'Est	23	19	3	0	1	1	2
Amérique latine	33	12	3	8	10	2	5
Europe de l'Ouest et autres	29	28	0	0	1	1	1
Totaux	192	80	25	45	42	10	17

Groupes interrégionaux	Membres	Oui	Non	S'abstint	Absent	Nb↑	Nb↓
Organisation de la Conférence islamique	56	9	12	20	15	4	7
Mouvement des non-alignés	117	18	22	42	35	6	11
Union européenne	27	27	0	0	0	0	0
Communauté des démocraties	125	74	4	24	23	6	11

À l'instar de la tendance de toutes les résolutions spécifiques à des pays, des états membres clés d'Afrique et d'Amérique latine changèrent de nouveau leurs positions cette année par rapport aux votes de l'année dernière. Le Botswana, l'Érythrée, le Togo et la République dominicaine soutinrent la résolution, après s'être abstenus de voter en 2007. Le Ghana et la Mauritanie, cependant, retirèrent leur soutien précédent pour la résolution, s'abstenant à la place lors de la 63^{ème} séance. L'Azerbaïdjan vota contre la résolution malgré son vote pour en 2007. Le Pakistan, ayant voté contre la résolution précédemment, s'abstint de voter en 2008. Le Brunei Darussalam, le Sri Lanka, et le Nicaragua s'étaient tous abstenus de voter sur la résolution en 2007, mais décidèrent de s'y opposer lors de la session de 2008.

¹⁴ Résolution A/RES/63/245

¹⁵ En 2007, une résolution sur la situation au Myanmar fut adoptée par un vote de 85 pour, 22 contre, et 47 abstentions.

Situation des droits de l'homme dans la République populaire démocratique de Corée

Pour la quatrième année de suite, l'Assemblée générale passa une résolution sur la situation des droits de l'homme dans la République populaire démocratique de Corée.¹⁶ La résolution, introduite par la France au nom de l'EU et du Japon, conseille vivement au gouvernement de respecter pleinement les droits de l'homme et libertés fondamentales dans leur ensemble en, entre autres, mettant immédiatement fin aux violations graves, répandues et systématiques des droits de l'homme ; en adressant le problème de l'impunité et en garantissant que les responsables de violations des droits de l'homme soient traduits en justice devant un corps judiciaire indépendant ; en s'attaquant aux causes premières de la fuite des réfugiés ; et en offrant sa pleine coopération aux mécanismes des droits de l'homme des Nations unies. La résolution fut adoptée par un vote de 94 pour et 22 contre, avec 63 abstentions, une marge de victoire neuf pourcent plus basse par rapport à 2007.¹⁷

La République populaire démocratique de Corée							
Groupes régionaux	Membres	Oui	Non	S'abstint	Absent	Nb↑	Nb↓
Afrique	53	12	7	27	7	4	4
Asie	54	22	11	18	3	2	5
Europe de l'Est	23	18	2	1	2	0	2
Amérique latine	33	13	2	17	1	1	2
Europe de l'Ouest et autres	29	29	0	0	0	0	0
Totaux	192	94	22	63	13	7	13

Groupes interrégionaux	Membres	Oui	Non	S'abstint	Absent	Nb↑	Nb↓
Organisation de la Conférence islamique	56	14	12	26	4	3	2
Mouvement des non-alignés	117	30	20	58	9	6	8
Union européenne	27	27	0	0	0	0	0
Communauté des démocraties	125	83	3	34	5	3	8

Le soutien pour la résolution vint largement du Groupe de l'Europe de l'Est et du WEOG. Le Botswana, le Togo, la République de Corée et Sainte-Lucie votèrent pour la résolution cette année malgré s'être abstenus l'année dernière. La République démocratique populaire lao s'abstint de voter malgré s'être opposée à la résolution l'année dernière. Retirant leur soutien précédent pour la résolution furent le Kenya, le Lesotho, la Mauritanie, le Cambodge, la Jordanie, le Brésil et la Grenade, qui s'abstinrent en 2008, alors que le Sri Lanka vota contre la résolution.

¹⁶ Résolution A/RES/63/190

¹⁷ En 2007, la résolution sur la situation des droits de l'homme dans la RPDC fut adoptée par un vote de 101 pour, 22 contre et 59 abstentions.

Situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran

Pour la sixième année de suite, l'Assemblée générale passa une résolution sur la situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran.¹⁸ La résolution de cette année, introduite par le Canada, prend note du rapport du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme en Iran et appelle le gouvernement à éliminer l'usage de punitions cruelles ou inhumaines ; d'abolir les exécutions publiques et les exécutions de personnes qui avaient moins de 18 ans au moment de leur délit, d'abolir l'usage de la lapidation comme méthode d'exécution ; d'éliminer la discrimination contre les femmes et les minorités, y compris la communauté Bahaïe, et de mettre fin à l'impunité pour les violations des droits de l'homme. Elle appelle également le gouvernement à mettre fin au harcèlement, intimidation et persécution des opposants politiques et défenseurs des droits de l'homme, y compris en libérant les personnes emprisonnées arbitrairement. Elle demande au Secrétaire général de faire part à l'Assemblée générale de la situation des droits de l'homme dans le pays lors de la 64^{ème} session. La résolution fut adoptée par un vote de 69 pour et 54 contre, avec 57 abstentions, ce qui reflète une marge de victoire 25 pourcent plus basse par rapport à 2007.¹⁹

Les motions posées par l'Iran visant à ajourner le débat lors de la troisième commission et de nouveau à l'Assemblée générale furent rejetées toutes les deux. Les amendements suivants proposés par l'Iran visant à éliminer la demande faite au Secrétaire général de rester saisi sur la question et de faire un rapport à l'AGNU d'ici un an furent également rejetés.

Iran							
Groupes régionaux	Membres	Oui	Non	S'abstint	Absent	Nb ↑	Nb ↓
Afrique	53	2	19	26	6	4	6
Asie	54	12	25	13	4	3	1
Europe de l'Est	23	17	5	1	0	0	1
Amérique latine	33	10	5	17	1	1	4
Europe de l'Ouest et autres	29	28	0	0	1	0	0
Totaux	192	69	54	57	12	8	12

Groupes interrégionaux	Membres	Oui	Non	S'abstint	Absent	Nb ↑	Nb ↓
Organisation de la Conférence islamique	56	1	34	16	5	2	1
Mouvement des non-alignés	117	10	46	51	10	6	9
Union européenne	27	27	0	0	0	0	0
Communauté des démocraties	125	68	17	35	5	3	5

Un plus grand nombre de gouvernements refusèrent de soutenir la résolution sur l'Iran cette année que ne se déclarèrent prêts à la soutenir. Le Tuvalu passa d'une position d'opposition à la résolution en 2007 à une de soutien en 2008, alors que le Bénin et Sainte-Lucie, après s'être précédemment abstenus, la soutinrent également lors de la 63^{ème} session. Entre-temps,

¹⁸ La résolution A/RES/63/191 suit les résolutions précédentes de l'Assemblée générale sur la situation des droits de l'homme qui ont été adoptées chaque année depuis 1985, à l'exception de 2002 et 1991.

¹⁹ En 2007, la résolution sur la situation des droits de l'homme dans la République Islamique d'Iran fut adoptée par un vote de 73 pour, 53 contre, et 55 abstentions.

les Îles Salomon et l'Éthiopie rejetèrent leur opposition à la résolution de l'année précédente et s'abstinrent de voter en 2008. La Serbie changea sa position de vote oui en 2007 en un vote non en 2008. Le Congo, l'Érythrée, le Malawi, et l'Équateur changèrent leur abstention de 2007 en un vote non en 2008. La Grenade et le Paraguay changèrent leur vote oui de 2007 en une abstention en 2008. L'Albanie fut le seul état de l'OCI à voter pour la résolution.

AUTRES QUESTIONS

Deux autres réussites importantes accomplies par la 63^{ème} Assemblée générale comprirent l'adoption historique du protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et une déclaration inédite de l'ONU sur l'orientation sexuelle et l'identité sexuelle. Le Haut Commissaire aux droits de l'homme, Navanethem Pillay, et les défenseurs des droits de l'homme saluèrent l'adoption du protocole facultatif établissant un mécanisme de plaintes pour les groupes et individus se déclarant victimes de violations de droits couverts en vertu du pacte comme une étape importante dans l'élimination de l'écart entre la mise en œuvre des droits civiques et politiques et des droits économiques, sociaux et culturels. Malgré des inquiétudes exprimées par certains gouvernements de l'Europe de l'Ouest concernant l'opportunité de rendre justiciable au niveau international les droits économiques, sociaux et culturels, y compris la question de l'auto-détermination, aucun état ne se désengagea du consensus.

La déclaration sur l'orientation sexuelle et l'identité sexuelle fut fortement également soutenue par le Haut Commissaire Pillay et les défenseurs des droits de l'homme. Initiée par la France et présentée par l'Argentine avec le soutien de 66 états, la déclaration affirma le principe de l'universalité et condamna les violations des droits pour pratique homosexuelle contre les lesbiennes, homosexuels, personnes bisexuelles, ou transgenre. L'OCI, dans une contre-déclaration présentée par la Syrie et signée par 57 gouvernements, affirma le principe de non-discrimination, mais maintint que le concept d'orientation sexuelle n'avait aucun fondement dans le droit international et que sa reconnaissance entraînerait le risque de légitimer la pédophilie. Le Saint-Siège se joignit au chœur de l'opposition en déclarant que la déclaration défiait des « normes existantes sur les droits de l'homme », mais par la suite modéra sa position et demanda une abrogation des sanctions pénales pour conduite homosexuelle.

CONCLUSION

À travers les réussites dans les domaines des droits économiques, sociaux et culturels et de l'orientation sexuelle, la 63^{ème} AGNU marqua le 60^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme en renforçant et élargissant la portée de la protection des droits de l'homme pour les individus. Les gouvernements renforcèrent également leur appel pour mettre fin à la peine de mort et mener des enquêtes complètes sur les exécutions extra-légales.

Du fait que le nombre de résolutions sur les pays est descendu à trois et que le soutien pour des initiatives de la sorte s'affaiblit,²⁰ la communauté internationale a continué de débattre sur la valeur de ces résolutions à la lumière du nouveau mécanisme de l'Examen Périodique Universel. Pour l'instant, l'Assemblée générale continue de s'exprimer sur ce qu'elle considère comme les situations les plus sérieuses, mais la question continuera de créer des divisions et des débats animés lors de la 64^{ème} session.

Un fossé visible existe entre la majorité des gouvernements de l'OCI et les pays de l'Ouest, particulièrement sur les questions de « la lutte contre la diffamation des religions » et des résolutions sur les pays.²¹ Cependant, tous les états de l'OCI ne votèrent pas de la même façon sur ces questions : l'Ouganda, qui se trouve à la tête de l'OCI, appela les états de l'OCI à voter contre les résolutions sur les pays, mais par la suite s'abstint ou était absent lors des votes sur les trois résolutions sur les pays.

Les régions d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie comptent pour la majorité des changements dans les positions des gouvernements en 2008. Le WEOG et le Groupe de l'Europe de l'Est, par contre, ne subirent que peu ou pas de changement dans leurs positions. De même, les blocs interrégionaux qui connurent le plus de changements par rapport aux années précédentes furent le Mouvement des non-alignés, la Communauté des démocraties, et l'Organisation de la Conférence islamique, qui se partagent tous des membres. L'Union européenne, par ailleurs, maintint largement ses positions précédentes sur les questions discutées dans ce rapport et fit valoir la solidarité parmi les membres du groupe. Finalement, à l'exception des exécutions extrajudiciaires, les questions thématiques jouissaient d'une augmentation générale dans leur soutien à travers les régions alors que les initiatives spécifiques à des pays subirent généralement une baisse.

²⁰ En 2007, l'AGNU passa des résolutions sur l'Iran, la RPDC, le Myanmar, et la Biélorussie. Cette année, l'AGNU n'a pas considéré de résolution sur la situation des droits de l'homme en Biélorussie.

²¹ Une exception à cette tendance générale est que les États-Unis et l'OCI votèrent de la même façon sur les résolutions portant sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires, et arbitraires.

Tableau de bord : Comment les états membres des Nations unies votèrent sur des résolutions sélectionnées sur les droits de l'homme lors de la 63^{ème} Assemblée générale en 2008¹

	CD ²	Moratoire sur l'application de la peine de mort	Exécutions extrajudiciaires	Lutter contre la diffamation des religions	Myanmar	République populaire démocratique de Corée	Iran
<i>Nombre de votes lors de l'AG</i>		Oui : 106 Non : 46 S'abstient : 34 Absent : 6	Oui : 127 Non : 0 S'abstient : 58 Absent : 7	Oui : 86 Non : 53 S'abstient : 42 Absent : 11	Oui : 80 Non : 25 S'abstient : 45 Absent : 42	Oui : 94 Non : 22 S'abstient : 63 Absent : 13	Oui : 69 Non : 54 S'abstient : 57 Absent : 12
<i>Vote désiré</i>		Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Afrique							
Algérie	O	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
Angola		Oui	Oui	Oui	S'abstient	S'abstient	S'abstient
Bénin	P	Oui	S'abstient ↓	S'abstient ↑	Absent ↓	S'abstient	S'abstient
Botswana	P	Non	Oui	S'abstient	Oui ↑	Oui ↑	Oui ↑
Burkina Faso	O	Oui	S'abstient ↓	S'abstient ↑	S'abstient	S'abstient	S'abstient
Burundi	O	Oui	Oui	S'abstient	Oui	Oui	S'abstient ↓
Cameroun	O	S'abstient	Oui	Absent ↑	S'abstient	S'abstient	S'abstient
Cap-Vert	P	Oui	Oui	Non ↑	Absent	S'abstient	S'abstient
République centrafricaine		S'abstient	S'abstient ↓	S'abstient ↑	Absent	S'abstient	S'abstient
Tchad		Absent ↑	Oui ↑	Absent ↑	Absent	S'abstient	S'abstient
Les Comores		Non	Oui ↑	Oui	Absent ↓	Oui ↑	Non

¹ Le changement d'une position préférée de « non » en « absent », « s'abstient », ou « oui » ou le changement d'une position préférée de « oui » en « s'abstient », ou « non » fut marqué avec une ↓. Le changement d'une position de « s'abstient » or « absent » en une position préférée de « oui » ou « non » fut marqué par une ↑. Le changement d'une position de « s'abstient » ou « absent » s'éloignant d'une position préférée de « oui » ou « non » fut marqué avec une ↓.

² Les membres de la Communauté des démocraties sont indiqués avec un P, les observateurs avec un O.

	CD	Moratoire sur l'application de la peine de mort	Exécutions extrajudiciaires	Lutter contre la diffamation des religions	Myanmar	République populaire démocratique de Corée	Iran
Congo		Oui	Oui	S'abstient ↑	S'abstient	S'abstient	Non ↓
Côte d'Ivoire		Oui	S'abstient ↓	Oui	S'abstient	S'abstient	S'abstient
République démocratique du Congo	O	Absent	Absent	Absent ↑	Absent	Absent	Absent ↑
Djibouti	O	S'abstient	S'abstient	Oui	Absent	Absent	Absent ↑
Égypte	O	Non	S'abstient	Oui	Non	Non	Non
Guinée équatoriale		Absent	Absent	Absent ↑	Absent	Absent ↓	Absent ↓
Érythrée		S'abstient	Oui	Oui	Oui ↑	Oui	Non ↓
Éthiopie		Oui ↑	Oui	Oui	S'abstient	S'abstient	S'abstient ↑
Gabon		Oui	Oui	Oui	Absent	Absent	Absent
Gambie		S'abstient	S'abstient ↓	Oui	S'abstient	S'abstient	Non
Ghana	P	S'abstient	Oui	S'abstient	S'abstient ↓	Oui	S'abstient
Guinée		S'abstient	Oui	Oui	Absent	Non	Non
Guinée-Bissau	O	Oui ↑	Oui	Oui ↓	S'abstient	Oui ↑	S'abstient
Kenya	P	S'abstient	S'abstient	S'abstient	S'abstient	S'abstient ↓	S'abstient
Lesotho	P	S'abstient	Oui	Oui	S'abstient	S'abstient ↓	S'abstient
Liberia	P	S'abstient	S'abstient	Non ↑	Absent	Oui	Oui
Lybie		Non	S'abstient	Oui	Non	Non	Non
Madagascar	P	Oui	S'abstient	S'abstient	Absent ↓	Oui	Absent
Malawi	P	S'abstient	S'abstient	S'abstient	S'abstient	Oui	Non ↓
Mali	P	Oui	Oui	Oui	S'abstient	S'abstient	S'abstient
Mauritanie	O	S'abstient ↑	Oui	Oui	S'abstient ↓	S'abstient ↓	Non ↓
Maurice	P	Oui	Oui	S'abstient ↑	Oui	S'abstient	S'abstient
Maroc	P	S'abstient	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Mozambique	P	Oui	Oui	Oui	S'abstient	S'abstient	S'abstient
Namibie	P	Oui	S'abstient ↓	Oui	S'abstient	S'abstient	S'abstient
Niger	P	S'abstient	S'abstient	Oui	S'abstient	S'abstient	Non

	CD	Moratoire sur l'application de la peine de mort	Exécutions extrajudiciaires	Lutter contre la diffamation des religions	Myanmar	République populaire démocratique de Corée	Iran
Nigeria	O	Non	S'abstient ↓	Oui ↓	Absent ↓	S'abstient	S'abstient
Rwanda	O	Oui	S'abstient	S'abstient	Absent	S'abstient	S'abstient
São Tomé-et- Príncipe	P	Oui	Oui	Oui	Absent	S'abstient	S'abstient
Sénégal	P	S'abstient	S'abstient	Oui	Absent	S'abstient	Non
Seychelles	P	Absent	Absent	Absent	Absent	Absent	Absent
Sierra Leone	O	S'abstient	S'abstient ↓	Oui	Absent	Absent	S'abstient
Somalie		Oui ↑	Oui ↑	Oui	Absent	Non	Non
Afrique du Sud	P	Oui	Oui	Oui	S'abstient	S'abstient	Non
Soudan		Non	S'abstient	Oui	Non	Non	Non
Swaziland		Non ↓	S'abstient ↓	Oui	S'abstient	S'abstient	S'abstient
Tanzanie	P	S'abstient	S'abstient	S'abstient	S'abstient	Oui	S'abstient
Togo		S'abstient	Oui	Oui	Oui ↑	Oui ↑	Non
Tunisie		Absent	Oui	Oui	Absent	Absent	Non
Ouganda	O	Non	S'abstient	Oui	Absent	S'abstient	S'abstient
Zambie	P	S'abstient	S'abstient ↓	S'abstient ↑	S'abstient	S'abstient	S'abstient
Zimbabwe		Non	S'abstient ↓	Oui	Non	Non	Non
Asie							
Afghanistan	P	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Bahreïn	P	S'abstient ↑	S'abstient	Oui	S'abstient	Oui	Non
Bangladesh		Non	S'abstient	Oui	Non	Oui	Non
Bhoutan		S'abstient	Oui	Oui	Absent	Oui	S'abstient
Brunei Darussalam		Non	S'abstient	Oui	Non ↓	S'abstient	S'abstient
Cambodge		Oui	Oui	Oui	Absent	S'abstient ↓	Absent
Chine		Non	S'abstient	Oui	Non	Non	Non
Chypre	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui

	CD	Moratoire sur l'application de la peine de mort	Exécutions extrajudiciaires	Lutter contre la diffamation des religions	Myanmar	République populaire démocratique de Corée	Iran
La République populaire démocratique de Corée		Non	S'abstient	Oui	Non	Non	Non
Fidji		S'abstient	Oui	Oui	Absent	Oui	Oui
Inde	P	Non	Oui	S'abstient	Non	S'abstient	Non
Indonésie	P	Non	S'abstient	Oui	S'abstient	Non	Non
Iran		Non	S'abstient	Oui	Non	Non	Non
Irak	P	Non	S'abstient	Oui	Oui	Oui	Absent
Japon	P	Non	Oui	S'abstient	Oui	Oui	Oui
Jordanie	P	S'abstient ↑	Oui	Oui	S'abstient	S'abstient ↓	S'abstient
Kazakhstan		Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Kiribati³	P	Absent ↓	Absent	Absent	Absent	Oui	Oui
Koweït	O	Non	S'abstient	Oui	S'abstient	S'abstient	Non
Kirghizstan	O	Oui	Oui	Oui	S'abstient	S'abstient	Non
République démocratique populaire lao		S'abstient	S'abstient	Oui	Non	S'abstient ↑	S'abstient
Liban	P	S'abstient	S'abstient	Oui	Oui	Oui	Non
Malaisie	P	Non	S'abstient	Oui	Non	Non	Non
Maldives		Non	Oui ↑	Oui	Oui ↑	Oui	Absent ↑
Îles Marshall	P	Oui	S'abstient	Non	Oui	Oui	Oui
Micronésie	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Mongolie	P	Non	Oui	S'abstient	Oui	Absent	S'abstient
Myanmar		Non	S'abstient	Oui	Non	Non	Non
Nauru	P	Oui	Absent	S'abstient	Oui	Oui	Oui
Népal	O	Oui	Oui	S'abstient	S'abstient	S'abstient	S'abstient

³ Kiribati n'est membre d'aucun groupe régional.

	CD	Moratoire sur l'application de la peine de mort	Exécutions extrajudiciaires	Lutter contre la diffamation des religions	Myanmar	République populaire démocratique de Corée	Iran
Oman	O	S'abstient ↑	S'abstient	Oui	Non	Non	Non
Pakistan		Non	S'abstient	Oui	S'abstient ↑	S'abstient	Non
Palau	P	Oui	S'abstient	Non	Oui	Oui	Oui
Papouasie-Nouvelle-Guinée	P	S'abstient ↑	Oui ↑	S'abstient	Absent	Oui	S'abstient
Philippines	P	Oui	Oui	Oui	S'abstient	S'abstient	S'abstient
Qatar		Non	S'abstient	Oui	S'abstient	S'abstient	Non
République de Corée	P	S'abstient	Oui	Non	Oui	Oui ↑	S'abstient
Samoa	P	Oui	Oui	Non	Oui ↑	Oui	Oui
Arabie Saoudite		Non	S'abstient	Oui	S'abstient	Oui	Non
Singapour		Non	Oui ↑	Oui	S'abstient	S'abstient	S'abstient
Îles Salomon		Non	S'abstient ↓	Absent	S'abstient	S'abstient	S'abstient ↑
Sri Lanka	P	Oui	S'abstient	Oui	Non ↓	Non ↓	Non
Syrie		Non	S'abstient	Oui	Non	Non	Non
Tadjikistan		Oui	Oui	Oui	S'abstient	S'abstient	Non
Thaïlande		Non	Oui	Oui	S'abstient	S'abstient	S'abstient
Timor-Oriental	P	Oui	Oui	S'abstient ↑	Oui	Oui	Oui
Tonga		Non	Oui ↑	S'abstient	Absent ↓	Absent ↓	Absent ↓
Turkménistan		Oui	Absent	Oui	Absent	S'abstient	Non
Tuvalu	P	Oui	S'abstient ↓	S'abstient ↑	Absent	Absent ↓	Oui ↑
Émirats arabes unis		S'abstient	S'abstient	Oui	S'abstient	S'abstient	S'abstient
Ouzbékistan		Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
Vanuatu	P	Oui	Oui	S'abstient ↑	Absent	Oui	Oui
Vietnam		S'abstient	S'abstient	Oui	Non	Non	Non
Yémen	P	Non	S'abstient	Oui	S'abstient	S'abstient	Non

	CD	Moratoire sur l'application de la peine de mort	Exécutions extrajudiciaires	Lutter contre la diffamation des religions	Myanmar	République populaire démocratique de Corée	Iran
Europe de l'Est							
Albanie	P	Oui	Oui	Absent	Oui ↑	Oui	Oui
Arménie	O	Oui	Oui	S'abstient	Oui	Absent ↓	Non
Azerbaïdjan	O	Oui	Oui ↑	Oui	Non ↓	S'abstient	Non
Biélorussie		S'abstient	Oui	Oui	Non	Non	Non
Bosnie et Herzégovine	P	Oui	Oui	Absent	Oui	Oui	Oui
Bulgarie	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Croatie	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
République tchèque	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Estonie	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Géorgie	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	S'abstient
Hongrie	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Lettonie	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Lituanie	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
L'ancienne République yougoslave de Macédoine	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Moldavie	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Monténégro	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Pologne	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Roumanie	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Fédération russe	O	Oui	S'abstient ↓	Oui	Non	Non	Non
Serbie	P	Oui	Oui	Non	Absent ↓	Absent ↓	Non ↓
Slovaquie	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Slovénie	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Ukraine	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui

	CD	Moratoire sur l'application de la peine de mort	Exécutions extrajudiciaires	Lutter contre la diffamation des religions	Myanmar	République populaire démocratique de Corée	Iran
Amérique latine							
Antigua-et-Barbuda	P	Non	Oui	Oui	S'abstient	S'abstient	S'abstient
Argentine	P	Oui	Oui	S'abstient	Oui	Oui	Oui
Bahamas	P	Non	S'abstient	Oui	Absent ↓	Oui	Oui
Barbade	P	Non	Oui	Oui	S'abstient	S'abstient	S'abstient
Belize	P	Non	Oui	Non ↑	Absent ↓	Oui	Non ↓
Bolivie	P	Oui	Oui	Oui	S'abstient	S'abstient	S'abstient
Brésil	P	Oui	Oui	S'abstient	Oui	S'abstient ↓	S'abstient
Chili	P	Oui	Oui	S'abstient	Oui	Oui	Oui
Colombie	P	Oui	Oui	S'abstient	S'abstient	S'abstient	S'abstient
Costa Rica	P	Oui	Oui	S'abstient ↑	Oui	Oui	Oui
Cuba		S'abstient	Oui	Oui	Non	Non	Non
Dominique	P	Non	Oui	Oui	Absent	S'abstient	S'abstient
République dominicaine	P	Oui	Oui	S'abstient ↑	Oui ↑	S'abstient	S'abstient
Équateur	P	Oui	Oui	S'abstient	S'abstient	S'abstient	Non ↓
El Salvador	P	Oui	Oui	Oui	Absent ↓	Oui	Oui
Grenade	P	Non	Oui	S'abstient ↑	S'abstient	S'abstient ↓	S'abstient ↓
Guatemala	P	S'abstient ↓	Oui	S'abstient	Oui	S'abstient	S'abstient
Guyana	P	Non	Oui	Oui	Absent ↓	S'abstient	S'abstient
Haïti	P	Oui	Oui	S'abstient ↑	Absent	S'abstient	S'abstient
Honduras	P	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Jamaïque	P	Non	Oui	Oui	S'abstient	S'abstient	S'abstient
Mexique	P	Oui	Oui	S'abstient	Oui	Oui	Oui
Nicaragua	P	Oui	Oui	Oui	Non ↓	S'abstient	Non
Panama	P	Oui	Oui	S'abstient	Oui	Oui	Oui
Paraguay	P	Oui	Oui	S'abstient	Oui ↑	Oui	S'abstient ↓

	CD	Moratoire sur l'application de la peine de mort	Exécutions extrajudiciaires	Lutter contre la diffamation des religions	Myanmar	République populaire démocratique de Corée	Iran
Pérou	P	Oui ↑	Oui	S'abstient	Oui	Oui	Oui
Saint-Kitts-et-Nevis	P	Non	Absent	Absent ↑	Absent	S'abstient	S'abstient
Sainte-Lucie	P	Non	S'abstient ↓	S'abstient ↑	Absent	Oui ↑	Oui ↑
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	P	Non	S'abstient ↓	Oui	Absent	S'abstient	S'abstient
Suriname	P	S'abstient ↑	Oui	Oui	Absent	S'abstient	S'abstient
Trinidad-et-Tobago	P	Non	S'abstient ↓	S'abstient ↑	S'abstient	Absent	Absent
Uruguay	P	Oui	Oui	S'abstient ↑	Oui	Oui	S'abstient
Venezuela		Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
Europe de l'Ouest et autres							
Andorre	P	Oui	Oui	Non	Absent ↓	Oui	Oui
Australie	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Autriche	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Belgique	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Canada	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Danemark	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Finlande	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
France	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Allemagne	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Grèce	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Islande	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Irlande	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Israël	P	Oui	S'abstient	Non	Oui ↑	Oui	Oui
Italie	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui

	CD	Moratoire sur l'application de la peine de mort	Exécutions extrajudiciaires	Lutter contre la diffamation des religions	Myanmar	République populaire démocratique de Corée	Iran
Liechtenstein	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Luxembourg	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Malte	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Monaco	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Pays-Bas	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Nouvelle Zélande	P	Oui	Oui	Absent ↓	Oui	Oui	Oui
Norvège	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Portugal	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Saint-Marin	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Espagne	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Suède	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Suisse	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Turquie	P	Oui	S'abstient ↓	Oui	Oui	Oui	Absent
Royaume-Uni	P	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
États-Unis d'Amérique	P	Non	S'abstient	Non	Oui	Oui	Oui